



**Les Amis
de la Terre**

Analyse du *Cadre d'investissement pour l'énergie propre et le développement* de la Banque mondiale

Résumé par Sébastien Godinot et Deborah Lambert-Perez, Les Amis de la Terre |
Octobre 2006

Ce document est le résumé du rapport "*How the World Bank's Energy Framework sells the Climate and Poor People short - A civil society response to the World Bank's Investment framework for clean energy and development*"¹, publié en septembre 2006 par Les Amis de la Terre International, Bank Information Center, Bretton Woods Project, Campagna per la Riforma de la Banca Mondiale, CEE Bankwatch Network, Institute for Policy Studies, International Rivers Network, Oil Change International et Urgewald.

Résumé

Une approche *business as usual* du changement climatique et de la réduction de la pauvreté

En juillet 2005, le G8 de Gleneagles (Ecosse) mandatait la Banque Mondiale pour créer un nouveau cadre pour l'énergie propre et le développement. En réponse à cette demande, la Banque Mondiale a préparé un rapport sur l'énergie, le changement climatique et la réduction de la pauvreté pour en discuter lors de son Assemblée Générale d'automne à Singapour (septembre 2006). Nommé « *Un Cadre d'investissement pour l'énergie propre et le développement : un Rapport intermédiaire* »², le document développe une première version, discutée lors de l'Assemblée Générale de printemps de la Banque mondiale. La nouvelle version de la Banque complète la première étape du cadre d'investissement. A plus long terme, un programme d'activités au niveau national et de recherche globale doit être achevé pour le sommet du G8 au Japon en 2008. Le présent document examine le Cadre d'investissement pour l'énergie propre de la Banque Mondiale et présente une analyse de groupes de la société civile internationale.

Pendant plusieurs décennies, la politique de prêts de la Banque Mondiale dans le secteur énergétique s'est focalisée sur des projets thermiques et hydroélectriques à grande échelle reliés aux réseaux, et sur la privatisation des services publics. Malgré ses nombreuses promesses de « verdir » sa politique énergétique dans les 15 dernières années, la Banque Mondiale conserve un portfolio énergétique qui ne génère toujours pas le double bénéfice des technologies renouvelables luttant à la fois contre la pauvreté et le changement climatique. **La Banque continue d'investir 2 à 3 milliards de dollars chaque année dans des projets énergétiques produisant des gaz à effet de serre, aggravant le changement climatique sans aider les plus démunis. En 2005, les financements de la Banque pour les énergies renouvelables ont représenté moins de 5% de son portfolio énergétique.**

Le nouveau cadre de la Banque ne permettra pas de répondre à la lutte contre le changement climatique et la réduction de la pauvreté. **La version d'avril 2006 du Cadre d'investissement pour l'énergie propre est basée sur des scénarios d'émissions globales de gaz à effet de serre à des niveaux qui autoriseraient « de dangereux changements climatiques », comme le définit le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat des Nations Unies (GIEC).** Le Cadre d'investissement promeut également des financements supplémentaires pour des technologies ayant des impacts sociaux et environnementaux négatifs, et qui contribueront dans la majorité des cas

¹ Voir http://www.amisdelaterre.org/article.php3?id_article=2640

² « An Investment Framework for Clean Energy and Development : A progress Report »

au changement climatique. Le Cadre d'investissement ne catalyse pas la transition massive nécessaire vers les énergies renouvelables qui pourrait générer le double bénéfice de réduction de la pauvreté et de bénéfices environnementaux. Cette approche « business as usual » du Cadre d'investissement n'aborde pas adéquatement la question du changement climatique, et continuera de laisser plus d'un milliard de personnes dans le noir.

De plus, la priorité aux énergies fossiles des financements de la Banque Mondiale, le manque de transparence dans les processus de décisions, le biais néo-libéral de l'institution, et le fait que le pouvoir de décision au sein de la Banque est concentré dans les mains des pays du Nord font de la Banque Mondiale une institution inappropriée pour concevoir des stratégies globales afin de lutter contre le changement climatique.

Afin de réduire la pauvreté énergétique et de faire les changements fondamentaux permettant d'éviter un changement climatique dangereux, les financements publics allant des pays du Nord à ceux du Sud doivent être redirigés de l'extraction des énergies fossiles polluantes vers l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la satisfaction des besoins énergétiques essentiels des plus pauvres.

Conclusion et recommandations

Le changement climatique et la pauvreté énergétique sont des problèmes urgents et doivent être traités immédiatement. Les impacts du changement climatique toucheront de manière disproportionnée les pays en développement, menaçant des vies et des moyens de subsistance et empêchant le développement. Parallèlement, le manque d'accès à l'électricité, à une cuisson propre et efficace et à différents carburants pour se chauffer a de graves conséquences sociales, économiques et environnementales. Les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique représentent une opportunité pour répondre aux deux problèmes à la fois.

L'histoire de la Banque Mondiale en matière d'énergie, de pauvreté et de climat et sa structure institutionnelle en font un mauvais choix pour y concentrer de nouvelles ressources ou l'autorité dans l'émergence d'un régime énergétique mondial. La dernière version (août 2006) du Cadre d'investissement de la Banque montre quelques améliorations par rapport à celle d'avril. Cependant l'approche de la Banque est toujours fondamentalement inadéquate. Elle ne fixe pas d'objectifs en matière d'émissions de gaz à effet de serre et montre trop d'importance pour les énergies fossiles. Elle devrait également accorder plus d'importance aux énergies renouvelables en tant que moyen de combattre le changement climatique et de réduire la pauvreté.

Alors qu'elle reconnaît les conséquences du changement climatique global, la Banque refuse toujours d'arrêter de financer les énergies fossiles. De plus, la structure de la Banque dominée par les donateurs en fait un endroit improbable pour s'intéresser aux préoccupations du changement climatique global, dont les pays du Nord sont largement responsables.

Puisqu'ils contribuent de manière disproportionnée au changement climatique, les gouvernements du Nord doivent prendre la responsabilité de réduire drastiquement leurs propres émissions de gaz à effet de serre. Ils devraient aussi fournir des fonds aux gouvernements des pays en développement pour permettre une transition vers des énergies véritablement propres et renouvelables assurant les services énergétiques et électriques à ceux qui en sont privés aujourd'hui.

Pour parvenir aux réductions de gaz à effet de serre requises et pour satisfaire les besoins des populations privées d'accès à l'énergie, les gouvernements du Nord et les agences de développement multilatérales et bilatérales devraient :

- 1. Arrêter les subventions publiques aux énergies fossiles :** les financements publics pour les énergies fossiles sont un anachronisme complet alors que les profits excessifs, les prix élevés et les préoccupations sur le changement climatique s'intensifient. Les pays riches devraient arrêter de subventionner les énergies fossiles sur leur territoire et à l'étranger. Cela inclut de mettre fin à la pratique répandue d'utiliser l'aide au développement et les institutions financières internationales publiques telles que le groupe Banque Mondiale pour subventionner et soutenir l'expansion de l'industrie des énergies fossiles, y compris via le financement global du secteur énergétique et des infrastructures.

Comme cela est démontré dans la propre *Revue des Industries Extractives* de la Banque Mondiale, ces projets ne réduisent pas la pauvreté et ne répondent pas aux besoins énergétiques des populations pauvres. Au contraire, les aides aux énergies fossiles accroissent la dépendance aux énergies polluantes, bénéficient à des entreprises déjà riches, exacerbe la dette des pays pauvres, sont souvent associées aux violations des droits humains, à la corruption et aux conflits, et augmentent les émissions globales de gaz à effet de serre.

- 2. Augmenter les efforts pour satisfaire les besoins énergétiques des populations pauvres** : l'accès à l'électricité et aux carburants pour cuisiner et se chauffer est un besoin fondamental. Les populations rurales pauvres ont le plus grand besoin d'accès à l'électricité, aux énergies motrices et à des combustibles efficaces, propres et abordables, pour cuisiner et se chauffer. Les technologies renouvelables fondées sur la disponibilité et la capacité locale (comme la biomasse moderne, la petite hydraulique, la géothermie, le vent et le soleil) sont particulièrement adaptées pour développer l'électrification rurale hors réseau. De meilleurs fours peuvent rendre bien plus efficace l'utilisation des combustibles pour cuisiner et se chauffer. Les institutions financières multilatérales et bilatérales devraient massivement intensifier leurs efforts pour soutenir les programmes d'électrification et d'énergies renouvelables qui appartiennent et sont contrôlés par les populations locales et fondés sur leurs besoins.

Dans le secteur de l'énergie, les pays riches devraient concentrer leurs budgets d'aide et de développement et les autres subventions publiques sur les alternatives aux énergies fossiles – comme les énergies renouvelables modernes et l'efficacité énergétique. Les services publics devraient subventionner les connections électriques et permettre des tarifs accessibles aux populations pauvres, et les institutions financières ne devraient imposer aucune conditionnalité qui les empêcherait de le faire.

- 3. Rediriger les financements actuels consacrés aux énergies polluantes vers l'efficacité énergétique et les technologies renouvelables via un cadre ou une agence multilatérale appropriée** : le groupe Banque Mondiale continue d'être dominé par les Etats Unis et les autres pays riches, qui sont les plus gros pollueurs du monde. La Banque Mondiale n'est donc pas l'institution appropriée pour concevoir et mettre en oeuvre un cadre global pour l'énergie propre et le développement. Cette mission devrait revenir à une agence internationale qui ne serait pas biaisée par les intérêts du Nord. Un forum plus approprié pourrait être les Nations Unies. Toute ressource additionnelle consacrée par les pays riches aux investissements énergétiques dans les pays en développement devrait être canalisée par une telle institution ou via des programmes bilatéraux et d'autres mécanismes alternatifs.

Les technologies renouvelables sont un bien public global pour réduire la pauvreté. Nous devrions consacrer notre énergie à des actions efficaces pour générer le double bénéfice de la réduction de la pauvreté et de la lutte contre le changement climatique.

- 4. Adopter des objectifs ambitieux pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre** : un engagement agressif pour réduire les émissions, sous l'égide de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, devrait guider la sélection des investissements des gouvernements du Nord et des agence de développement multilatérales et bilatérales, incluant une élimination des subventions aux énergies fossiles.

Pour plus d'information

Les Amis de la Terre Campagne Responsabilité des acteurs financiers
Sébastien Godinot Tel + 33 (0)1 48 51 18 92 finance@amisdelaterre.org
2 B rue Jules Ferry 93100 Montreuil France
www.amisdelaterre.org